



DECLARATION LIMINAIRE FS-CSAL DU 28/11/2024

Madame la Présidente,

Nous aimerions vous alerter sur la situation des agents et de leurs conditions de vie au travail.

Nous constatons la gravité avec laquelle les usagers se défoulent sur les agents de l'Etat.

En effet, la majorité des fiches de signalement font suite à des insultes et des menaces envers nos collègues dans l'exercice de leurs fonctions.

Les usagers ne nous respectent plus.

Ils ne se sentent pas entendus par l'État qui s'occupe peu de l'intérêt des Françaises et des Français.

Ces agressions sont dirigées vers un service public manquant, défectueux, lié aux suppressions d'emplois, à la surcharge de travail et à la numérisation des services publics, laissant tout un pan de la population sur le bord de la route.

Les agents sont découragés, désabusés, fatigués.

Surcharge de travail, travail en open-space, temps de trajet domicile-travail rallongé suite aux restructurations, usagers agressifs, conflits dans les services...

C'est là le constat de journées de travail épuisantes, bruyantes et stressantes qui s'ajoutent à un pouvoir d'achat en chute libre et un avenir incertain.

Et c'est sans compter sur une complexité croissante de nos missions, avec de nouvelles règles et de nouveaux applicatifs souvent défectueux sur lesquels nos agents sont obligés de se former rapidement et dans un environnement déjà anxiogène.

Les milliards d'économies imposés par le gouvernement et le peu d'intérêt que nous porte le Ministre de la Fonction Publique vont empêcher l'amélioration de la qualité de vie au travail des agents. Il y a pourtant tant à faire.

Même la semaine de 4 jours a été abandonnée alors qu'elle ne suscitait pas de dépenses supplémentaires.

Depuis des années, notre grande maison DGFiP a subi de forts dégâts dans ses missions et les conditions de travail des agents.

Alors que les précédents gouvernements ont laissé en héritage une situation budgétaire catastrophique, le Ministre de la Fonction Publique a réamorcé le « fonctionnaire bashing » et annoncé des mesures d'économies, prévues, une fois de plus, sur le dos des fonctionnaires.

L'avenir de notre administration apparaît plus que jamais en danger.

Madame la Présidente,

la Directrice Générale affirme sur Ulysse que l'engagement de poursuites est systématique à l'égard des tiers menaçants à la DGFIP.

Force est de constater que ça n'a pas toujours été le cas à la DRFIP Nord, loin s'en faut.

L'UNSA DRFIP Nord demande donc que la DRFIP se conforme aux paroles de la Directrice Générale et saisisse systématiquement le procureur de la république en cas de menaces et d'agressions de nos collègues.

Nous demandons également que la DRFIP nous communique les suites données par le Procureur de la république aux différents articles 40.

Enfin, l'UNSA DRFIP Nord demande à ce que les agents de sécurité soient pérennisés tout au long de l'année dans les Centres des Finances Publiques.

Frédéric Nyczka titulaire FS
Stanislas Verhille suppléant FS
Béatrice Bigorne experte